

Message des collectifs de la coordination du Nord de la Loire aux collectifs anti gaz et pétrole de schiste rassemblés à Nantua

le 16 mars 2013

Les collectifs de la coordination du Nord de la Loire souhaitent adresser au réseau rhônalpin et franc-comtois un message de solidarité pour le rassemblement à Nantua. Sachez que même si nous n'avons pas pu faire le déplacement, nous sommes à vos côtés pour réclamer avec force le refus du renouvellement du permis de Moussières, tout comme nous exigeons l'abrogation de tous les permis de recherche portant sur les hydrocarbures de roche-mère, le rejet de toutes les demandes de permis en cours d'instruction et l'interdiction de tous les forages dans les couches de roche-mère, y compris sur des concessions déjà accordées, l'abandon des projets d'exploitation de gaz de houille et, plus généralement, de tous les projets extractivistes en cours et à venir.

Dans le bassin parisien et dans le Nord, les industriels préparent le terrain. Sur le permis de Mairy (dans la Marne) que sa déclaration des travaux identifie clairement comme ayant un objectif « non conventionnel », un forage est en cours et deux autres sont en préparation. Sur le permis de Château Thierry, l'un des 4 « permis Borloo » qui a mis le feu aux poudres en 2011, le forage est imminent sur la plateforme de Jouarre, et celle de Doue est prête également. D'autres travaux sont en cours sur d'autres permis. Une procédure judiciaire est engagée contre le projet de forage à Nonville : un recours administratif a été déposé au TA de Melun à l'encontre de l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de recherche. **Rien qu'en Ile-de-France et ses départements voisins (Oise, Aisne, Marne, Aube, Yonne, Loiret), il y a 65 demandes de permis en cours d'instruction (dont 13 projets d'octroi) et 22 permis déjà accordés.**

Le gouvernement, composé de ceux qui, moins d'un an auparavant, se revendiquaient encore comme nos alliés et qui depuis sont revenus sur la radicalité de leurs promesses électorales, se maintient dans l'oscillation du « non, mais oui », tiraillé entre le refus de la société civile et la pression des industriels, ses divergences internes et le poids des grands corps d'Etat. Quant aux **pétroliers**, pourquoi avancent-ils dans leurs travaux alors qu'une loi les empêche aujourd'hui de passer à l'acte ? Difficile d'imaginer qu'ils entreprennent ces opérations coûteuses sans attendre un possible retour sur investissement. Alors, pour quelles raisons le font-ils ? Spéculation ? Rapport de forces pour lever l'interdiction en espérant que l'attaque contre la loi du 13 juillet initiée par Shuepbach aboutisse à son annulation ? Préparation de puits pour les « expérimentations à des fins de recherche scientifique », qu'il s'agisse d'une fracturation hydraulique miraculeusement devenue « sans danger » ou d'une « technique alternative » ? Certainement, tout cela à la fois. **Une chose est sûre, ils ne sont pas prêts à abandonner et cette reprise des travaux s'accompagne d'une véritable offensive menée sur tous les fronts pour faire passer l'exploitation des gaz et pétrole de schiste en France.**

Il y a d'abord **la stratégie visant à gagner « l'acceptabilité sociale »**. Son discours mêle les promesses fallacieuses d'emplois mirobolants aux appels à « l'esprit cartésien », à la curiosité scientifique, au sens de l'opportunité, à l'esprit de compétition, voire à la jalousie, le tout diffusé massivement par les campagnes rassurantes d'information et de publicité des entreprises, les déclarations enflammées de notre ministre du productivisme et des institutions qui se prétendent « expertes ». Cette stratégie opère aussi par la fabrication de toutes pièces d'une opinion favorable, légitimée par des enquêtes orientées et malhonnêtes. Que leurs affirmations sur le « miracle états-unien » soient démenties par des faits réels leur importe peu ! On manipule les statistiques et les médias comme si tout n'était qu'une question de marketing sans autre enjeu de fond, comme si « l'opinion publique » se limitait aux sondages conduits pour mesurer la performance des professionnels de communication. Et quand cette « opinion » ose dire haut et fort que les dangers sont réels, quand nous disons que nous ne sommes pas d'accord pour sacrifier notre eau, notre air, nos territoires et l'avenir de nos enfants pour quelques gouttes d'hydrocarbures et d'éventuels profits de courte vue, l'Etat nous traite de « terroristes verts » et appelle ses services de renseignement à nous « *maintenir sous étroite surveillance* ». Voilà pour l'acceptabilité sociale !

Il y a aussi, à venir, **la stratégie de séduire les communes par la promesse d'une meilleure distribution de la rente**, prévue dans la réforme du code minier, pour les pousser à accepter les projets contestés. Cette même réforme du code minier prépare un autre dispositif de contrôle : **la mascarade de la participation du public** qui, sous couvert de transparence et de consultations tronquées leur permettrait de mettre au profit de leur système notre opposition, nous déléguant la charge de guetter les risques et de veiller à la sécurité, tâche que l'Etat, qui manque de fonctionnaires en nombre suffisant pour contrôler quoi que ce soit dans ce domaine, semble incapable d'assurer. **Fractionner le débat, le réduire aux seules questions techniques**, où, l'espèrent-ils, « *il sera toujours possible de trouver des compromis* ».

Les temps sont durs. A nous d'interpeller les élus locaux pour qu'ils participent à nos côtés dans ce combat. A nous de les soutenir face à l'offensive des pétroliers. A nous de ne pas tomber dans les pièges du débat prétendument démocratique et de nous opposer radicalement au fractionnement des enjeux. A nous de refuser que ce « débat » se polarise sur la seule technique de fracturation hydraulique comme sur toute autre technique « alternative » ! Nous savons que les conséquences de l'ouverture d'un système géologique resté fermé pendant des millénaires ne peuvent pas être déjà connues faute de recul suffisant. Nous savons aussi que la nature de la technique utilisée ne change en rien ni la logique des expérimentations in situ, inacceptable, ni la validité du principe de précaution. A nous de refuser aussi de tout centrer sur les seules considérations techniques et sur les seules opportunités (croissance, emplois, baisse du prix du carburant), déjà fortement démenties par les chiffres. La question qui se pose va beaucoup plus loin. A nous donc de relever aussi ce défi et **d'élever le débat au niveau de ses véritables enjeux : un choix de société et une vision de l'avenir**. L'avenir c'est maintenant qu'il se décide et le changement c'est nous aussi qui devons l'impulser.

Alors, belle manifestation, portez vos voix, portez toutes nos voix le plus loin possible pour dire non aux hydrocarbures « non conventionnels », ni ici ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain !

A bientôt pour la mobilisation nationale.

A noter : la date de la prochaine mobilisation dans le bassin parisien, que nous voudrions nationale, s'oriente vers le week-end du 20-21 avril. Nous vous confirmerons ces dates dès que la décision sera prise.

La Coordination du Nord de la Loire

La coordination du Nord réunit : Collectif citoyen Ile-de-France "Non aux gaz et pétrole de schiste" *, Collectif "Non au pétrole et gaz de schiste dans le Bocage gâtinais" (77)*, Collectif Carmen (02), Collectif du Pays Fertois (77)*, Collectif gaz de couche non merci 59 / 62*, Collectif Briard (77)*, Collectif Sud 77 Stop Pétrole de Schiste*, Collectif Gazpart (02)*, Collectif Marne-Ourcq-Multien (77), Collectif Stop Pétrole de Schiste 77 (77), Collectif Stop Pétrole de Schiste Nemours (77), CRI-Comité de Réflexion et d'Initiative de Nonville (77)*, Collectif Essonne (91), Collectif Gaz Nord Pas de Calais (59/62)*, Hainaut 59 (59)*

(*) : *les collectifs ayant participé à la rédaction de cette lettre*